

# Noir Jaune Rock

RETROUVER  
CONFIANCE

Après son immersion dans notre enquête Noir Jaune Blues, l'écrivain liégeois Laurent Demoulin, prix Rossel 2017, signe le récit d'une Belgique noir jaune rock.

La première remarque qui me vient à l'esprit, après avoir lu l'intégralité des articles suscités par la vaste enquête du *Soir* et de la RTBF intitulée «Noir jaune blues, et après?», c'est qu'il n'y a pas une Belgique francophone, mais de multiples Belgique multilingues sur la terre de Wallonie-Bruxelles. Bien plus, chaque entité explorée par les journalistes est elle-même plurielle : à Grez-Doiceau, le quartier du Bercuit est une entité en soi ; Verviers ou Evere «haut» n'ont rien à voir avec Verviers ou Evere «bas» ; des pauvres vivent dans la riche commune d'Uccle ; ne confondons pas la ville de Malmedy et les hameaux qui gravitent autour d'elle ; la fusion des communes n'a fait que juxtaposer Aiseau et Presles (et deux autres villages) dans le (joli) nom «Aiseau-Presles» ; une frontière invisible sépare les Arlonais qui travaillent à Arlon de leurs voisins qui gagnent leur vie au Luxembourg ; dans la commune de Chaudfontaine, non seulement l'entité d'Embourg semble isolée du reste du monde, mais en outre, en son sein, le quartier de Mehagne est un «village gaulois» à part, etc.

Ma seconde remarque est un aveu personnel : je ne les connais que de façon très superficielle, ces Belgique francophones multilingues ! Plus étonnant : alors que je suis liégeois, donc wallon, j'ai appris, en lisant ces articles, bien plus de choses sur la Wallonie que sur Bruxelles !

## Plus rock'n'roll qu'il n'y paraît ?

Troisième observation : la Belgique, contrairement à ce que j'aurais pensé, ne se structure pas grâce à l'opposition ville/campagne, mais cités dorts/villages authentiques. En effet, dans les vrais villages, comme Onhay, les habitants (les Walhéros, en l'occurrence, ce qui est difficile à deviner) craignent de perdre leur authenticité. Quant aux villes, elles se vivent comme une juxtaposition de quartiers ayant chacun son identité propre. Je croyais, naïvement, à Flagey, me situer sur la plus vaste place d'une grande capitale européenne. Je me trompais : «Ici, vous savez, ce n'est pas un quartier, c'est un village», déclare en effet Samir, serveur à l'O'Regua. Tout se passe comme si tout le pays était obsédé par un rêve



Prix Rossel 2017, l'écrivain Laurent Demoulin s'est imprégné des reportages du «*Soir*». Voici ce qu'il en a retiré. © BRUNO DALIMONTE. LE SOIR.

Quatrième point. L'enquête de terrain du *Soir* s'est élaborée en réaction à une autre enquête, de type statistique, qui avait montré que les Belges souffraient de pessimisme : ils auraient le blues. Or le blues n'est pas du tout la tonalité qui domine les reportages. Des tensions sont à l'œuvre, un peu partout, entre les quartiers, les classes sociales, les communautés, les générations – des tensions, pas nécessairement des conflits ouverts. Or la tension est dynamique là où le conflit est nocif. En outre, les journalistes ont rencontré nombre de citoyens qui se démenent avec une belle énergie pour améliorer la situation de leur ville-village. Et ceux qui préfèrent la critique à l'action expriment, en général, plutôt une vive colère qu'une amère résignation. Tension, énergie, colère : ces ingrédients ne donnent pas un blues, mais bel et bien du rock. La Belgique serait-elle un pays plus rock'n'roll qu'il

propreté, du prix des loyers, de multiculturalité, de l'incurie des politiciens, de la peur de l'avenir, des médias, des multinationales, du chômage, de la perte d'identité, de la dissolution des liens sociaux, de la mort des commerces de proximité, d'absence d'activité pour la jeunesse ou de tapage nocturne... Plutôt que d'aborder tous ces points en vitesse, je vais me concentrer sur deux d'entre eux : la multiculturalité, d'une part, et, de l'autre, la méfiance vis-à-vis de l'État.

Quant à la multiculturalité, mon cœur et mon cerveau, parlant d'une seule voix, plaident pour l'accueil, le brassage, l'ouverture. Puisque notre conscience est peuplée de mots venus d'autrui, la possibilité même de la liberté de pensée est fonction du nombre de discours différents et de cultures différentes que nous avons l'occasion de rencontrer durant notre courte vie. Pour choisir une voie, il faut en connaître plusieurs ! Le repli

groupe unique auquel on appartient.

En lisant l'enquête, j'ai eu l'impression que le fossé qui se creuse, dans notre pays, entre les citoyens ouverts et les citoyens fermés ne cessait de s'élargir. D'une part, les discours racistes, surtout à l'encontre des musulmans, semblent de plus en plus courants, comme en témoigne, entre autres, la réflexion de Touria Menkor : «*J'ai vécu presque toute ma vie à Jette. Depuis quelques années, j'ai l'impression d'être redevenue une étrangère ; surtout depuis les attentats. Mais on est belges. On est des enfants de la Belgique.*» Et d'autre part, l'activité des citoyens qui s'engagent auprès des réfugiés ou des immigrés semble s'intensifier. Le racisme ordinaire, en gagnant du terrain, rendrait les citoyens ouverts plus dynamiques.

## Soyons sévères

Venons-en à la question de l'État, beaucoup plus complexe. La méfiance à son égard est parfois purement poudjiste, donc d'extrême-droite (les reportages ne manquent pas de déclarations de ce type, que je n'ai pas envie de citer). Mais elle naît aussi de l'autre côté, chez les citoyens ouverts, qui se mettent en marche précisément parce qu'ils trouvent que les autorités sont défaillantes. Ainsi Sonia Jost de Malmedy déclare-t-elle : «*En tous cas, nous sommes convaincus que la solution viendra plus de nous, du réseau, des amis, de la famille que de l'extérieur. Quand on identifie un problème, on crée une ASBL pour y remédier.*» Ainsi André de Braine-le-Comte affirme-t-il : «*Il ne s'agit pas de lancer un mouvement citoyen d'en haut. Il faut partir d'en bas, de ce qui existe, via des plateformes collaboratives, de manière à ce que les citoyens puissent décider ensemble.*»

D'accord, n'hésitons pas à agir, individuellement et collectivement, pour un monde meilleur ! Il ne faut certes pas tout attendre des institutions : l'État-providence a été remplacé depuis longtemps déjà par l'État social actif et ce dernier est de moins en moins social. Soyons sévères à l'égard des institutions quand des chômeurs perdent leurs allocations ou que sont rognés tant et tant de budgets nécessaires. Mais défendons bec et ongles la Sécurité sociale tant qu'elle existe, car l'État, qui est capable de produire les plus grands maux (la guerre, le totalitarisme, etc.), est aussi la meilleure arme pour lutter contre les inégalités. Écoutez Gérard, le SDF d'Uccle, qui est content de profiter des locaux du CPAS, ou Logan, Tabata et leur bébé Noah qui vivent tous trois grâce aux revenus d'insertion sociale du CPAS de Frameries. Leur salaire est misérable, car la société devient de plus en plus inégalitaire. Elle le sera encore bien davantage le jour où l'État social aura tout à fait disparu. Autre institution étatique : l'école. Elle n'est pas parfaite, on s'en plaint avec raison. Mais entendez encore les jeunes Farah et Salima, qui sont malheureuses à Cureghem, sauf qu'elles y aiment l'institut Marius Renard où elles trouvent des « raisons d'espérer ».

Jouons donc sur les deux tableaux : d'une part, les initiatives individuelles, d'autre part, les structures étatiques existantes dont il faut profiter à bon escient et qu'il faut défendre, en votant, en manifestant, en partant en grève. (Étrangement, par parenthèses,

## Soulever le monde

Les deux pans peuvent d'ailleurs se marier en un seul projet. J'évoquerai rapidement deux personnes que j'ai interrogées : Blanche et Thomas. En 2015, Blanche a décidé de se rendre dans un centre de la Croix rouge de la région liégeoise pour y rencontrer des réfugiés. Elle s'est ainsi liée d'amitié avec une Afghane, mère de cinq enfants, qu'elle a invitée à un réveillon de Noël. Par la suite, un véritable lien d'amitié s'est noué entre Blanche et cette mère de famille. Certes, les centres de la Croix rouge n'ont rien de paradisiaque. Ils sont néanmoins mandatés par Fedasil, une institution fédérale, pour satisfaire les besoins vitaux des candidats réfugiés, le temps que s'effectue leur procédure d'asile : ils y reçoivent logement, soins médicaux, nourriture, assistance sociale et les enfants sont inscrits à l'école. Certaines familles attendent de longs mois pour savoir s'ils pourront s'installer en Belgique. L'amie afghane de Blanche a eu relativement plus de chance et a obtenu le statut de réfugiée ONU. C'est là que Claire a dû prendre le relais des structures étatiques : car une fois son statut acquis, la réfugiée a dû quitter le Centre assez vite. Il lui fallait trouver un logement, sans aide aucune, pour pouvoir bénéficier du CPAS. Claire s'est alors portée garante auprès d'amis propriétaires, puis s'est chargée de dénicher des meubles et de remplir divers documents administratifs. Citoyenne généreuse et institutions se sont dans ce cas complétées. Même si celles-ci sont en partie défaillantes, elles demeurent nécessaires. Qu'on me comprenne bien : loin de moi l'idée de valoriser la politique d'asile de notre pays, surtout après la mort de la petite Mawda et après les propos scandaleux de Bart de Wever accablant ses parents en deuil. Mais il faut inciter l'État à faire mieux à partir des structures existantes et non prendre pour acquise la victoire absolue du libéralisme sauvage et de l'égoïsme nationaliste.

De sa propre initiative, Thomas s'est intéressé de près, alors qu'il était chômeur, à un système d'aide au logement américain, les *Community Land Trusts*. Le principe consiste à dissocier bâti et terrain : tandis que le bâtiment est vendu à des particuliers, le sol demeure la propriété de l'association, ce qui baisse les prix et donne, à des familles peu fortunées, accès à la propriété. Thomas s'est battu pour défendre cette idée. S'est bientôt constitué autour de lui un groupe, qui a obtenu des soutiens du côté des pouvoirs publics bruxellois, il y a cinq ans. Depuis lors, neuf logements sont habités grâce à ce système et de nombreux projets sont en cours. Pour soulever le